

5 juin 2025

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée

Objet : La France et le Blackout ibérique du 28 avril 2025

Monsieur le Président de la République,

Dans le journal El País, la ministre de l'énergie du Portugal affirme que la panne d'électricité ibérique du 28 avril aurait « certainement » été moins grave si l'Espagne et le Portugal disposaient de plus d'interconnexions électriques, soulignant le manque de motivation de ses homologues français. Dans le même journal, le 4 mai, la ministre espagnole de la Transition écologique, somme la France de « prendre conscience que les interconnexions doivent se faire, quoi qu'il arrive ! »

Dans une lettre commune au commissaire européen chargé de l'énergie, les deux ministres affirment que le développement des interconnexions entre la France et l'Espagne « n'est plus une option, mais une responsabilité partagée pour le futur énergétique de l'Europe ». Elles demandent la convocation d'une réunion ministérielle visant à l'imposer à la France. Or cette question relève de négociations bilatérales et de la souveraineté de chaque État-membre.

Devant cette tentative inacceptable d'attribution à notre pays de la responsabilité du blackout dont a souffert la péninsule ibérique, PNC-France rappelle qu'il appartient à chaque État membre d'assurer la stabilité de son réseau, en fonction des choix technologiques qu'il a souverainement retenus. Il est regrettable que la Commission européenne n'ait su imposer à chaque État-membre la mobilisation en permanence sur son territoire de l'essentiel des moyens indispensables à la gestion de l'intermittence de sa production, fragilisant aussi les réseaux des pays voisins. La demande formulée par les deux ministres vise en fait à transférer au réseau européen, via la France, la responsabilité d'assurer la stabilité du réseau ibérique.

La position centrale de la France l'oblige, quand elle développe des interconnexions transfrontalières, à renforcer parallèlement, à ses frais, son réseau national de plus en plus souvent envahi par les surproductions non pilotables de ses voisins, en simple transit. Il est à craindre que notre parc pilotable (nucléaire+hydraulique) ne pourra plus répondre à nos propres besoins tout en portant secours à nos voisins, dès lors que les capacités pilotables fossiles européennes s'effondrent.

L'initiative des deux ministres ibériques est inacceptable. La France doit veiller à garder la maîtrise de son électricité et à se protéger des effets de la politique énergétique aventureuse de certains voisins. Elle doit réagir avec vigueur face à cette désinformation, dans l'attente du rapport définitif du régulateur européen, l'ENSTO-E.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma haute considération.

Bernard ACCOYER



Président de PNC-France